



*Jeudi 9 décembre 1971,
à 21 h 20*

NEW YORK

Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).

POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR

**Conférence des Nations Unies sur l'environnement :
rapport du Secrétaire général (*fin*)**

EXPLICATIONS DE VOTE

1. M. SWARTZ (Suède), prenant la parole au nom de la délégation suédoise et des délégations islandaise et norvégienne, dit qu'elles se sont abstenues sur les amendements A/C.2/L.1202 et A/C.2/L.1212 au projet de résolution A/C.2/L.1195 parce qu'elles estimaient qu'il fallait chercher la solution au problème des invitations à adresser aux gouvernements pour la Conférence des Nations Unies sur l'environnement à la faveur de consultations entre les parties intéressées. Malgré leur abstention, elles continuent de penser que le Secrétaire général ne doit pas être mis dans une situation où il devrait décider de ce qui constitue un Etat.

2. M. ISAKSEN (Danemark) dit que sa délégation s'est abstenue sur les amendements A/C.2/L.1202 et A/C.2/L.1212 parce qu'elle n'estimait pas opportun pour l'instant de voter sur la question de la participation, alors qu'il restait encore du temps pour trouver un accord à ce sujet.

3. M. WOLTE (Autriche) dit que, en tant que coauteur de la résolution A/C.2/L.1195, la délégation autrichienne espérait que la question de la participation à la Conférence aurait pu être traitée séparément et résolue d'une manière acceptable pour tous. Elle a voté pour l'amendement A/C.2/L.1202 en considérant que les consultations pourraient se poursuivre, et elle espère qu'une solution sera trouvée, ce qui permettrait d'assurer la participation la plus large possible à la Conférence.

4. M. CONSTANTIN (Roumanie) dit que la délégation roumaine s'est abstenue sur le projet de résolution parce que ce dernier contient une formule restrictive qui limite la participation à la Conférence. La délégation roumaine espère qu'avant la réunion de la Conférence une solution équitable sera trouvée qui permette à tous les pays intéressés, y compris la République démocratique allemande, d'y participer.

5. M. MVOGO (Cameroun) dit que, en votant comme elle l'a fait sur le projet de résolution, la délégation camerounaise a surtout cherché à éviter toute violation de la Charte.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres III à VII, VIII (sections A à E), IX à XIV, XXI et XXII] (*suite*) [A/8403 et Add.1 (quatrième et cinquième parties); A/C.2/L.1206/Rev.1]

6. M. DE RIVERO (Pérou) dit que le projet de résolution A/C.2/L.1206/Rev.1, comme la résolution sur le même sujet que la Commission a adoptée à sa 1434^e séance, a pour objet de faire appel aux pays à économie de marché pour qu'ils adoptent des mesures propres à améliorer la situation monétaire internationale. La délégation péruvienne estime que ces deux documents — qui ont tous deux été présentés par des pays en voie de développement — doivent se compléter, et c'est pourquoi le projet de résolution A/C.2/L.1206/Rev.1 lui pose certains problèmes. Tout d'abord, le troisième alinéa du préambule ne mentionne pas la résolution 84 (XI) du Conseil du commerce et du développement. Ensuite, le paragraphe 1 du dispositif a une portée trop générale, car il ne fixe pas de marge étroite pour le réaligement des monnaies des pays à économie de marché; de plus, ce paragraphe implique également que le Groupe des Dix lancerait des réformes monétaires sans tenir compte des intérêts des pays en voie de développement. La délégation péruvienne ne pourra appuyer le projet de résolution que si le paragraphe 1 est modifié de la manière suivante :

“Demande aux pays développés à économie de marché, conformément à la résolution A/C.2/L.1199/Rev.1 sur la situation monétaire internationale, de rapporter les restrictions, telles que les taxes à l'importation, qui viennent d'être imposées au commerce et de revenir sur le niveau de l'assistance fournie aux pays en voie de développement, ainsi que de prendre des dispositions en vue du réaligement de leurs monnaies, en tenant compte des besoins des pays en voie de développement, afin de dissiper le présent climat d'incertitude et d'éliminer les conséquences néfastes qui en ont résulté et en vue d'entreprendre la réforme du système monétaire international avec la pleine participation des pays en voie de développement et de l'ensemble de la communauté internationale.”

7. M. ZELAYA (Nicaragua) dit qu'il est essentiel de déterminer si le projet de résolution A/C.2/L.1206/Rev.1 se rapporte à la même question que la résolution déjà adoptée par la Commission sur la situation monétaire internationale. Si c'est le cas, il faudrait appliquer les articles 124 et 132 du règlement intérieur.

8. Le PRÉSIDENT fait remarquer qu'il n'est pas inaccoutumé que plusieurs projets de résolution soient présentés

sur le même point; cela a été le cas pour la question de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement. L'article 124 interdit qu'une proposition adoptée ou rejetée soit à nouveau examinée au cours de la même session. Dans le cas présent, aucune décision n'ayant encore été prise à propos du projet de résolution à l'étude, l'article 124 ne s'applique pas.

9. M. FLEMING (Argentine) trouve les remarques du représentant du Nicaragua tout à fait pertinentes. Le projet de résolution à l'étude ne diffère pas du document que la Commission a déjà adopté. De l'avis de la délégation argentine, l'adoption de ce texte interdit tout examen du projet de résolution A/C.2/L.1206/Rev.1.

10. M. MANDERSON-JONES (Jamaïque) dit que la délégation jamaïcaine appuie les vues exprimées par le représentant du Nicaragua.

11. M. KUMI (Ghana) prie instamment la Commission de renoncer au débat de procédure dans lequel elle s'est engagée, car elle doit s'acquitter — comme déjà auparavant — d'une tâche très difficile : celle de déterminer si les deux questions sont exactement les mêmes. La section pertinente du règlement intérieur ne peut être d'aucun secours à cet égard.

12. M. SOMERHAUSEN (Belgique) dit que les observations du représentant du Nicaragua l'ont frappé. Le projet de résolution A/C.2/L.1206/Rev.1 est presque exactement semblable au document déjà adopté à la 1434^{ème} séance.

13. M. OSMAN (Soudan) dit que le projet de résolution à l'étude et l'autre projet de résolution sur la situation monétaire internationale que la Commission a déjà adopté ne sont ni contradictoires ni identiques. Rien dans le règlement intérieur n'empêche de procéder à l'examen du projet de résolution dont la Commission est saisie. Quand viendra le moment du vote, la question de savoir si les deux textes ont la même teneur pourra être soulevée; la présente discussion de procédure n'a pas de raison d'être.

14. Mme DERRÉ (France) est d'accord avec les représentants qui soutiennent que le projet de résolution ne diffère pas du projet de résolution que la Commission a déjà adopté sur la situation monétaire internationale; il ne fait que modifier le libellé de certains points et citer la Déclaration et les principes du programme d'action adopté à Lima. Il n'est donc pas nécessaire de tenir un débat sur le projet de résolution.

15. M. FLEMING (Argentine) propose à la Commission de voter, conformément à l'article 132 du règlement intérieur, pour décider si elle poursuivra ou non l'examen du projet de résolution A/C.2/L.1206/Rev.1.

16. M. SOMERHAUSEN (Belgique) appuie cette proposition.

17. M. SANTA-CRUZ (Chili) dit que, si besoin est, il appuiera cette proposition. Toutefois, il ne doute pas que les auteurs du projet de résolution voudront bien le retirer. Le représentant du Pérou a proposé un amendement très utile à propos de la question de l'alignement des monnaies

dans l'intérêt des pays en voie de développement. En outre, le Secrétaire général de la CNUCED a récemment déclaré que l'on ne pouvait savoir pour l'instant jusqu'à quel point un accord prochain sur le réaligement du taux de change tiendrait compte des intérêts des pays en voie de développement. Cette question est de la plus haute importance, et la Deuxième Commission ne peut en décider à la légère. M. Santa-Cruz demande donc aux auteurs de retirer leur projet de résolution.

18. M. ARUEDE (Nigéria) dit que le règlement intérieur n'interdit pas de présenter deux projets de résolution sur le même sujet. La délégation nigériane regrette que la Commission se préoccupe tant d'un projet de résolution qui a été expliqué par trois des auteurs, discuté par d'autres délégations et examiné lors de négociations officieuses. De plus, les membres du Groupe des Soixante-Dix-Sept qui se sont déclarés opposés à l'examen du projet de résolution n'ont pas pris part aux négociations. Les auteurs ont toujours été disposés à examiner la suggestion du représentant du Pérou ainsi que tout autre amendement qui pourrait être présenté et n'avaient pas l'intention de présenter un texte qui soit en conflit avec le projet de résolution adopté précédemment par la Commission.

19. M. AKRAM (Pakistan) dit que, malheureusement, les auteurs n'ont pas eu le temps de consulter toutes les délégations qui ont pris contact avec eux; en outre, certaines des modifications proposées étaient suffisamment importantes pour changer tout le sens du paragraphe du dispositif. Néanmoins, la délégation pakistanaise ne peut que regretter que certaines délégations aient fait appel au règlement intérieur contre d'autres membres du Groupe des Soixante-Dix-Sept. M. Akram propose que la Commission ajourne le débat sur le projet de résolution afin de permettre des consultations et qu'elle passe au point suivant de son ordre du jour.

20. M. SOMERHAUSEN (Belgique) fait remarquer que la proposition du représentant de l'Argentine est antérieure à celle du représentant du Pakistan.

21. M. SANTA-CRUZ (Chili) dit que la proposition d'ajourner le débat doit avoir la priorité. Quoi qu'il en soit, il lance un appel aux représentants de l'Argentine et de la Belgique pour qu'ils acceptent la proposition du représentant du Pakistan. Selon lui, si les consultations ont lieu dans un esprit de coopération, elles ne peuvent aboutir qu'au retrait du projet de résolution.

22. Le PRÉSIDENT confirme qu'une proposition d'ajournement faite en vertu de l'article 117 du règlement intérieur doit avoir la priorité sur une proposition faite en vertu de l'article 132.

23. M. FLEMING (Argentine) dit que, s'il est entendu que l'ajournement doit permettre aux auteurs de retirer leur projet de résolution, il retire sa motion.

24. Selon M. OSMAN (Soudan), que le représentant de l'Argentine retire ou non sa proposition ne change rien, étant donné que la motion d'ajournement du débat a la priorité. Quoi qu'il en soit, retirer cette motion en prévision du retrait du projet de résolution revient à préjuger l'issue des consultations.

25. M. MANDERSON-JONES (Jamaïque) dit que, tout au long des débats de la Deuxième Commission, la délégation jamaïcaine a été très brève dans ses déclarations. En ce qui la concerne, lorsqu'elle montre clairement qu'elle désire prendre la parole, elle s'attend que son droit à la parole soit respecté, et elle s'attend également que le personnel du Secrétariat soit suffisamment compétent pour remarquer ses signes.

26. Le PRÉSIDENT fait observer que le représentant de la Jamaïque a eu la parole quand il l'a demandée.

27. M. HEMANS (Royaume-Uni) dit que sa délégation est inquiète de constater que, bien que le projet de résolution ait déjà été présenté depuis quelques jours et que des amendements y aient été incorporés par la suite, on essaye maintenant d'étouffer le débat. Ce projet de résolution diffère fondamentalement de celui qui a déjà été adopté par la Commission à la 1434ème séance, auquel sa délégation s'est opposée. Elle se félicite de cet effort pour présenter un projet de résolution qui puisse être accepté par des délégations n'appartenant pas au Groupe des Soixante-Dix-Sept et, en conséquence, il s'oppose à la motion d'ajournement du débat.

28. M. ALULA (Ethiopie) appuie la proposition d'ajournement. Toutefois, il n'est pas souhaitable de poser des conditions en ce qui concerne le retrait du projet de résolution, car les auteurs devraient avoir la possibilité de négocier un compromis.

29. M. OSMAN (Soudan) dit que sa délégation s'oppose à la motion d'ajournement. Il semble que les délégations qui ont entamé le débat de procédure n'aient pas lu soigneusement le texte du projet et n'aient pas remarqué qu'il présente des différences avec le projet de résolution déjà adopté. Dans le cas contraire, les auteurs du projet seront prêts à tenir compte de leur point de vue.

30. Le PRÉSIDENT met aux voix la motion d'ajournement du débat sur le projet de résolution A/C.2/L.1206/Rev.1.

Par 24 voix contre 13, avec 35 abstentions, la motion est rejetée.

31. M. SANTA-CRUZ (Chili), prenant la parole pour expliquer son vote, dit qu'il aurait appuyé la motion d'ajournement si l'un des auteurs du projet de résolution ne s'y était pas opposé, mais, étant donné les circonstances, il a cru devoir s'abstenir.

32. M. FLEMING (Argentine) propose la clôture du débat sur le point de l'ordre du jour conformément à l'article 118 du règlement intérieur.

33. M. KHALIL (Egypte) dit qu'il n'est pas particulièrement en faveur du projet de résolution examiné et qu'il aurait préféré que la suggestion du représentant du Pérou y ait été incorporée, mais qu'il s'agit d'une proposition valable au regard du règlement intérieur. Ce texte diffère du document déjà adopté en ce qu'il demande des mesures immédiates, tandis que l'autre texte énonce des directives générales de réforme du système monétaire international, et

n'entre pas autant dans les détails en ce qui concerne le réaligement des monnaies. En outre, il pourrait bénéficier de l'appui des délégations qui n'ont pu appuyer l'autre projet de résolution. Pour ces raisons, la délégation égyptienne s'oppose à la motion de clôture du débat.

34. Le PRÉSIDENT met aux voix la motion de clôture.

Par 22 voix contre 15, avec 33 abstentions, la motion est adoptée.

35. M. SOMERHAUSEN (Belgique) propose que, conformément à l'article 132 du règlement intérieur, la Commission vote pour décider si elle va abandonner l'examen du projet de résolution A/C.2/L.1206/Rev.1.

36. M. OSMAN (Soudan) dit que la situation est confuse. Au nom des auteurs, il demande que le vote sur le projet de résolution soit différé pour permettre aux délégations qui ont voté pour un projet de résolution analogue à la 1434ème séance de s'assurer que les deux textes ne s'excluent pas mutuellement.

37. M. HEMANS (Royaume-Uni) fait observer que la Commission a voté pour la clôture du débat et que toute poursuite de l'examen du projet de résolution est donc irrecevable et contraire à ce que la Commission vient de décider. La délégation britannique pense que la Commission doit passer directement au vote sur le projet de résolution.

38. M. SANTA-CRUZ (Chili) dit que l'interprétation de la délégation du Royaume-Uni ne lui semble pas correcte. La Commission a adopté une motion de clôture du débat, mais elle n'a pas voté sur le projet de résolution et l'article 132 indique clairement que la Commission peut décider de voter ou de ne pas voter à tout moment.

39. M. ARUEDE (Nigéria) souligne que les auteurs du projet de résolution souhaitent que le vote soit différé.

40. M. VERCELES (Philippines) propose que la Commission passe au vote sur le projet de résolution.

41. M. FLEMING (Argentine) appuie la proposition de la Belgique et exhorte la Commission à passer au vote, conformément à l'article 132.

42. M. ZAGORIN (Etats-Unis d'Amérique) a le sentiment que certaines délégations essayent de se débarrasser du projet de résolution en insistant pour qu'il soit mis aux voix immédiatement. Toutefois, les auteurs ont déclaré qu'ils ne voulaient pas d'un vote au stade actuel. Une autre possibilité, que la délégation des Etats-Unis juge tout à fait raisonnable, consisterait à procéder à un vote après la clôture du débat.

43. M. LISSOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) pense que la Commission a le devoir d'examiner la motion présentée par les délégations belge et argentine.

44. Le PRÉSIDENT suggère que la Commission vote sur la motion des délégations belge et argentine conformément à l'article 132.

45. M. OSMAN (Soudan), soulevant un point d'ordre, propose que la séance soit levée conformément à l'article 120.

46. M. HEMANS (Royaume-Uni) dit que, de l'avis de sa délégation, le processus de vote a commencé et que la motion tendant à lever la séance n'est pas recevable au stade actuel.

47. Le PRÉSIDENT suggère que, conformément à la proposition du représentant du Soudan, la séance soit levée.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 23 h 20.